



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETE N° 366/2013/DDPP**  
**portant mise en demeure**

La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1, L. 514-9 et R. 512-3 à R. 512-9 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 "broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels" ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 8 mars 2002 à la SARL POILANE DEMOLITION pour une activité de broyage et concassage de produits minéraux sur le territoire de la commune de VOUGY, "pont d'Aiguilly" ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 16 mai 2002 à la SARL POILANE DEMOLITION pour une activité de broyage de bois ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 20 octobre 2004 à la SARL POILANE DEMOLITION pour une activité de stockage de bois avant broyage ;

VU le courrier de la société AIGUILLY RECYCLAGE en date du 20 décembre 2005 déclarant la reprise de l'activité de broyage concassage de produits minéraux et de bois exercée par la société POILANE DEMOLITION ;

VU le dossier de régularisation déposé par la société AIGUILLY RECYCLAGE et les suites du rapport de non recevabilité du 21 novembre 2011 ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 11 septembre 2013, établi à la suite d'une visite d'inspection du 28 juin 2013 constatant que l'exploitant exerce notamment des activités de broyage de matériaux naturels ou artificiels, de tri et regroupement de métaux ou déchets de métaux non dangereux, de tri et regroupement de déchets non dangereux de papiers/cartons/plastiques/caoutchouc/textiles/bois et de déchets non dangereux non inertes, que le site accueille deux sociétés (AIGUILLY RECYCLAGE et POILANE DEMOLITION), et que l'entreprise dispose d'une entrée commune avec la société ONYX ;

**CONSIDERANT** que la société AIGUILLY RECYCLAGE n'a pas transmis de dossier de régularisation administrative conforme aux dispositions des articles R. 512-3 à R. 512-9 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de son entreprise et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** La société AIGUILLY RECYCLAGE est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de VOUGY, "pont d'Aiguilly", de régulariser la situation de son installation en déposant sous un délai de trois mois un dossier de demande d'autorisation. Ce dossier devra définir les limites d'emprises des sociétés présentes sur le site et intégrer une étude permettant de vérifier l'impact des installations sur l'ensemble du site notamment aux abords des deux cuves enterrées.

**ARTICLE 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des mesures prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement et des sanctions pénales de l'article L. 514-9 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 3 :** En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Sous-Préfet de ROANNE, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de VOUGY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **2 OCT. 2013**

Pour la  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
**Patrick FERIN**

**copie adressée à :**

- Monsieur le Directeur de la société AIGUILLY RECYCLAGE  
Pont d'Aiguilly  
42720 VOUGY
- Monsieur le Sous-Préfet de ROANNE
- Monsieur le maire de VOUGY
- DREAL Loire Inspection des installations classées
- Archives
- Chrono